



La social-démocratie doit choisir entre protestation et appétit du pouvoir, par Dennis MacShane

Née de la lutte contre l'exploitation capitaliste au XIXe siècle, la social-démocratie dans ses différentes formes - le travaillisme au Royaume-Uni, le socialisme en France, le modèle social-démocrate en Allemagne et dans les pays scandinaves - a conquis le pouvoir d'Etat au XXe siècle.

Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? La gauche démocratique est défiée par des partis concurrents qui se réclament de ses valeurs et empiètent sur son électorat. Le national-populisme, bien ancré dans certains partis anti-européens de la droite xénophobe, attire désormais les votants des classes populaires. Les partis anticapitalistes de la gauche populiste briguent une partie du prolétariat et des travailleurs syndiqués de la fonction publique. Les partis écologiques anti-industrialistes ont aussi capté beaucoup de votes progressistes.

Dans le paysage politique dessiné par les européens, la gauche sociale-démocrate représente au mieux un quart des votants, souvent à peine un cinquième. Le Labour, au pouvoir au Royaume-Uni, a réuni 15 % des voix. Le PS, dans l'opposition depuis 2002, n'a guère fait mieux. Mme Merkel et M. Berlusconi ont battu le SPD en Allemagne et le Parti démocrate en Italie. En Europe de l'Est, les sociaux-démocrates (communistes rebaptisés ou partis neufs), sont relégués dans le camp minoritaire.

Comment expliquer cette crise de la social-démocratie ? On y voit trois raisons. Primo, il est erroné de penser que le contexte de crise économique est bénéfique pour la gauche. Lorsque les citoyens ont peur - pour leur emploi, leurs salaires et l'avenir de leurs enfants -, ils votent de manière défensive et conservatrice. En réponse, la gauche doit offrir une analyse plus élaborée de la nouvelle économie. La dénonciation du néolibéralisme, des riches ou du capitalisme sonne bien à la tribune, mais n'offre pas un modèle alternatif de société. Sans disséquer et comprendre la nouvelle réalité, celle qui rythme la vie et les aspirations des citoyens au quotidien, la gauche continuera de répéter des slogans obsolètes et sans écho aujourd'hui.

Secundo, la social-démocratie parle global, mais agit national. Alors que le capital, la culture et les communications sont transnationaux, la structure des politiques publiques reste prisonnière de l'Etat-nation. La protection des intérêts nationaux - agriculture en

France, industrie automobile en Allemagne, banques et City en Angleterre ou secret bancaire en Autriche - continue de prévaloir au détriment d'une politique paneuropéenne. Il est temps de rééquilibrer cette tendance, en fondant l'action nationale dans le discours internationaliste. En même temps, la gauche doit redéfinir sa théorie de la nation, et repenser l'UE comme une institution au service des citoyens.

Tertio, la social-démocratie doit choisir son camp : demeurer une force de protestation et de proposition, ou retrouver l'appétit du pouvoir. Trop de ses idées ont été récupérées et appliquées par la droite. L'étatisation de l'économie et la création de l'Etat-providence pendant les «trente glorieuses» sont des idées de gauche mises en oeuvre par de Gaulle en France, Adenauer en Allemagne, les démocrates-chrétiens en Italie et les conservateurs en Grande-Bretagne. Aujourd'hui, la gauche regorge d'idées mais elle se désintéresse de la tâche politique suprême, la conquête du pouvoir.

La victoire implique des compromis historiques avec le capitalisme, avec la nation et avec les électeurs. Pour l'instant, la gauche européenne se pose en contestataire idéologique pendant que la droite entretient et développe sa pratique du pouvoir. Le Parti socialiste européen peut dénoncer José Manuel Barroso, mais s'il n'est pas capable de proposer son propre candidat à la présidence de la Commission, il prêche dans le désert, ce n'est pas sérieux.

Il existe en Europe un nouveau prolétariat. Pourtant, ces opprimés (immigrants, femmes salariées, pauvres, travailleurs précaires, mères célibataires) ne trouvent pas leur place dans la social-démocratie moderne. Celle-ci a produit une élite composée de technocrates bourgeois formés dans les meilleures universités et les grandes écoles. Elle n'est pas le reflet de la société et de ses inégalités. Où est la gauche d'en bas ? De façon tout aussi symptomatique, les syndicats européens ne sont plus des acteurs majeurs du monde de l'entreprise et ne restent puissants que dans le secteur public. Or la gauche doit réanimer son rapport au syndicalisme. Il y a plus de petites et moyennes entreprises en Angleterre et en France qu'il n'y a de travailleurs syndiqués dans le privé. Une faiblesse majeure de la gauche est de n'avoir plus de relais dans le monde du travail.

Pourquoi les régimes arabes sont muets sur la crise iranienne

Entretien de Karim Pakzad à Jeune Afrique, le 24 juin 2009

Jeune Afrique : Pourquoi les pays du monde arabe n'ont pas réagi aux événements qui se déroulent en ce moment en Iran ?

Karim Pakzad : Deux raisons à cela. D'abord, la politique menée par Ahmadinejad sur le plan international inquiète les dirigeants arabes de par, notamment, l'influence de l'Iran sur certaines organisations telles que le Hezbollah ou le Hamas.

Ensuite, il y a le prétendu axe chiite, qui s'étend des chiites irakiens au Hezbollah en passant par l'Arabie saoudite - où il y a une très importante minorité chiite dans le nord du pays. Il faut bien comprendre que la politique d'Ahmadinejad est davantage soutenue par la population des rues arabes que dans les rues iraniennes, comme on a pu le voir...

Quels rapports entretient le monde arabe avec la République islamique d'Iran ?

Les pays arabes mènent une certaine politique de détente, voire de « dialogue » avec l'Iran, tenant compte de l'influence grandissante du pays dans la région. Ce changement s'est fait peu à peu ces dix dernières années, après la normalisation des relations entre l'Arabie Saoudite et l'Iran, et ce en dépit de la pression exercée par Bush pour qu'ils maintiennent une politique de confrontation avec leur voisin iranien.

Les pays arabes hésitent donc à prendre position, car l'équilibre régional pourrait en être profondément bouleversé.

Les dirigeants préfèrent donc faire preuve de prudence ?

Tout ceci a de quoi inquiéter ceux qui craignent un développe-

[Suite de la première page]

La famille européenne sociale-démocrate est diverse. Il n'y a pas de modèle unique, pas de pensée unique. Les réponses politiques doivent s'inspirer de certains des éléments les plus réussis de ces modèles, tout en restant souples et variées. Il ne s'agit pas de transposer, par imitation simpliste, un programme enraciné dans le temps et dans l'espace. La flexicurité (grande flexibilité du marché du travail et forte protection des chômeurs) en est un exemple. Ce système marche au Danemark, où la paix sociale repose sur la conciliation, où les syndicats soutiennent les entreprises qui délocalisent, où les revendications salariales sont modérées et où les fonctionnaires ne font pas grève. En Allemagne, la Constitution interdit aussi le droit de grève à ses quelque 1,5 million de fonctionnaires. Mais envisager une restriction de ce droit à l'échelle européenne ? Impensable ! Pourtant, à moins de penser l'inconcevable, nous sommes condamnés à rester dans nos tranchées faites de désespoirs et de défaites.

ment démocratique trop poussé chez leur voisin. Une mutation potentielle qui est incarnée par Mir Hossein Moussavi. Certes, l'évolution démocratique d'un pays est un très long processus, mais à long terme l'expérience en Iran n'aurait pas été sans conséquence dans la région. C'est le cas en Egypte par exemple, où le risque est grand puisqu'il y existe une opposition et une société civile plus développées qu'aillieurs.

L'exercice démocratique qu'on a pu voir pendant la campagne électorale, notamment lors des débats télévisés entre les candidats, n'était pas du tout attendu par le reste du monde. Jusqu'à la fin du mois de mai, l'issue du scrutin est restée incertaine. Mais deux semaines avant l'élection, on a assisté à un mouvement de masse en faveur de Moussavi, car il représentait une réelle mise en cause de la politique intérieure et étrangère d'Ahmadinejad. Tous ceux qui avaient boycotté les élections de 2005 sont allés voter, le régime a eu peur, d'où la fraude grossière qui a été mise en place.

Si l'opposition avait accédé au pouvoir, l'équilibre géopolitique du Moyen-Orient aurait-il été menacé ?

Les pays du Golfe, ainsi que les pays arabes voisins, sont de toute façon incités à la prudence, avec ou sans Ahmadinejad. Ils se sentent orphelins de Bush, car la politique d'hostilité des Etats-Unis envers l'Iran les arrangeait bien, puisqu'elle isolait la République islamique et déclenchait automatiquement le rapprochement des Américains avec les pays arabes...

En définitive, sur le plan de l'équilibre géopolitique, ces pays ont peur d'Ahmadinejad, on ne peut pas dire qu'ils le soutiennent, mais son maintien au pouvoir les arrange car ils obtiennent en échange un certain appui occidental, implicitement dirigé contre l'Iran. Alors que la conception des relations internationales selon Moussavi aurait probablement favorisé un dégel des relations irano-occidentales, ce qui aurait achevé d'isoler les pays arabes qui dépendent de l'Occident...

Enfin, politique et personnalité vont de pair. La gauche n'a pas de leader convaincant. L'espoir viendra peut-être des nations nordiques, où une nouvelle génération de jeunes femmes est en train de modeler la social-démocratie du XXI^e siècle. Elles viendront peut-être remplacer les anciens communistes et socialistes étatistes qui n'ont eu de cesse de rejeter les compromis historiques opérés par un Willy Brandt ou un Felipe Gonzalez. Pour faire naître des leaders audacieux et remobiliser les électeurs, les partis politiques doivent savoir se transformer. Tous, y compris le Labour, doivent s'ouvrir au changement. Mais il est tellement plus facile de répéter les incantations du passé.

Denis MacShane,
ancien ministre
des affaires européennes travailliste britannique

L'Albanie doit se doter d'une coalition progressiste

Les élections législatives organisées en Albanie le dimanche 28 juin dernier ont été un événement essentiel pour l'avenir du pays.

Le PSE déplore les incidents survenus durant le vote et durant le processus de décompte des voix. Les deux partis se sont en effet accusés l'un l'autre d'avoir tenté de manipuler le décompte des votes afin d'influencer le résultat final. Les observateurs internationaux ont souligné que bien que des améliorations aient été constatées dans le processus électoral par rapport aux élections précédentes, de nombreuses violations surviennent encore. L'UE appelle l'Albanie à promouvoir des normes plus élevées pour les élections futures. Malgré des améliorations considérables, le dernier scrutin ne répond pas encore aux critères européens dans ce domaine.

Le décompte est encore en cours et les résultats finaux ne sont pas encore disponibles. Toutefois, il apparaît clairement que le Parti socialiste emmené par le maire de Tirana Edi Rama comptera 66 députés, que les Démocrates de l'ancien premier ministre Sali Berisha remporte 70 sièges, alors que la coalition de l'Intégration socialiste (LSI) de l'ancien premier ministre Ilir Meta, partenaire potentiel des socialistes, en remporte 4. Le Parti démocrate l'emporte donc sur ses principaux adversaires de la gauche par 4 sièges au Parlement mais une telle majorité ne constitue pas une garantie pour la formation d'un gouvernement.

Le secrétaire général du PSE, Philip Cordery, a déclaré: "L'Albanie doit être gouvernée par une coalition progressiste dans l'intérêt des citoyens albanais. Afin de dépasser la crise, de garantir la stabilité politique et un système électoral efficace, accélérant de la sorte l'adhésion de ce pays à l'UE, le PSE encourage fortement une coalition entre le SP et la LSI. Le peuple albanais a exprimé son désir d'une vie meilleure et son engagement en faveur d'une adhésion rapide à l'UE: seuls les progressistes peuvent mettre le pays sur cette voie".

Primaires en Uruguay

C'est l'ancien Tumpamaro José Mujica et l'ancien président de droite Luis Lacalle qui ont remporté les primaires chargées de désigner les candidats à l'élection présidentielle du 25 octobre.

José Mujica, 75 ans, candidat à l'investiture du Frente amplio (Front élargi) au pouvoir, a battu, l'ex-ministre de l'Economie, Danilo Astori, qui était le favori du président Vázquez.

Luis Lacalle et José Mujica seront les deux principaux candidats à la succession de Tabaré Vázquez, le premier pré-

sident de gauche, élu en Uruguay, au pouvoir depuis 2004. José «Pepe» Mujica a passé dix ans de sa vie en prison, durant la dictature militaire (1973-1985) avant de devenir sénateur, puis ministre de l'Agriculture. Il a fait son autocritique sur son passé de guerillero.

Les Tupamaros (Mouvement de Libération Nationale-Tupamaros, MLN-T), étaient un mouvement d'extrême gauche qui prônait la guérilla urbaine durant les années 1960 et 1970. En 1989 le mouvement s'est intégré dans le Frente Amplio.

En face, Luis Lacalle est un riche propriétaire terrien, militant des privatisations, qui déjà gouverné le pays pendant la première moitié des années quatre vingt dix.

Le troisième candidat, celui du Parti libéral, Pedro Bordaberry, est le fils de l'ancien dictateur, Juan Bordaberry, élu en 1972 et qui a fait un coup d'état l'année suivante (trois ans avant Pinochet au Chili).

Législatives au Mexique : le retour du PRI au pouvoir

Le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), qui a dominé la politique mexicaine pendant presque un siècle jusqu'en 2000, est de retour avec une large victoire aux législatives de dimanche, au détriment de la formation démocrate-chrétienne du président Felipe Calderon, le Parti d'action nationale (PAN).

Le PRI, qui est membre de l'Internationale socialiste, disposerait même de la majorité absolue avec le soutien de son allié du Parti vert, ce qui obligerait le président Calderon à composer avec une Chambre des députés hostile jusqu'à la fin de son mandat en 2012. Le PRI double son nombre de députés alors que le PAN perd la moitié de sa représentation parlementaire. L'autre parti mexicain membre de l'Internationale socialiste, le Parti de la Révolution démocratique (PRD) recule de la 2e à la 3e place à l'assemblée, avec seulement 72 députés, contre 127 auparavant.

Le PRD, avec à peine 13 % des suffrages, a eu à subir la concurrence du Parti du travail (PT), soutenu par Andres Manuel Lopez Obrador, « Amló », qui a recueilli 5 % des voix. Avec 56, l'abstention a été moins forte que prévu. Les Mexicains devaient aussi renouveler six gouverneurs (le PAN perdrait quatre postes), maires et députés locaux dans onze États. Dans un duel fratricide au sein de la gauche à Iztapalapa, un immense quartier populaire de Mexico, le PT mené par Rafael Acosta, « Juanito », emporterait la mairie face à la candidate du PRD.

Que cherche Obama au Moyen-Orient ? Le face-à-face Hubert Védrine - Alexandre Adler

Après le discours d'Obama au Caire, celui de Netanyahou en Israël et l'élection iranienne, dialogue entre Hubert Védrine et Alexandre Adler

Le Nouvel Observateur/France-Culture.-L'avenir du monde et de la paix se joue-t-il aujourd'hui au Moyen-Orient ?

Alexandre Adler. - Tout à fait. Le Moyen-Orient a toujours été une région importante dès les années 1960, mais ce n'est que depuis l'an 2000 environ qu'il est devenu le problème géopolitique numéro un de la planète, loin devant tous les autres. Nous avons encore franchi récemment une étape avec l'élection iranienne de 2009, l'évolution de la politique pétrolière mondiale, la stabilité problématique de l'Arabie Saoudite et le conflit israélo-palestinien qui s'est exacerbé. Ce n'est pas un hasard si Obama a fait au Caire son premier grand discours de politique étrangère.

Hubert Védrine. - Je ne dirais pas que tout l'avenir du monde se joue dans cette région parce que je pense que l'évolution du monde multipolaire de demain - qui ne sera pas stable mais verra une compétition entre les divers pôles - commande tout le reste. D'autre part, la question de savoir si le monde arrive ou non à passer d'une économie prédatrice folle à ce qu'on appelle le «développement durable» est encore plus vitale, globale et grave. Mais dans la géopolitique d'aujourd'hui, ma réponse est oui : oui, les problèmes les plus aigus se posent dans ce que Brzezinski appelait il y a quelques années l'«arc de crise», qui va du Proche-Orient jusqu'à l'Asie centrale en passant par l'Afghanistan-Pakistan. C'est là où ça se joue, et d'abord au Proche-Orient. Je trouve Obama courageux d'entrer d'emblée dans le vif du sujet et d'avoir rompu avec ce que les droites israélienne et américaine ont prétendu depuis quinze à vingt ans : la question palestinienne est secondaire. Il pense qu'il ne pourra pas rétablir le leadership américain dans le monde, même relatif, sans dépasser l'antagonisme avec 1,3 milliard de musulmans et donc sans se focaliser sur ce point. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas toute une série d'autres problèmes accrochés en chapelet.

N. O./F.-C.-Le 4 juin, Barack Obama a prononcé au Caire un discours de réconciliation à l'intention des musulmans. Comment ont été reçues ses invitations au rassemblement ? Quel est le poids véritable de ses mots et quels changements concrets peut-on en attendre ?

A. Adler. - Selon l'expression consacrée, «cela allait sans dire, mais cela va mieux en le disant». Obama a trouvé des mots, et cité des versets du Coran soigneusement sélectionnés pour s'adresser non seulement à la raison mais aussi au cœur de ces musulmans qui, dans le monde, ont le sentiment qu'ils sont les laissés-pour-compte de la mondialisation. Des musulmans persuadés qu'on adopte envers eux un système de double valeur, où ce qui est réservé aux peuples, non seulement du Nord mais même de l'Asie, comme la Chine, leur est interdit; qu'ils sont les mal-aimés de cette époque. Il y a bien entendu de l'exagération, parfois de la mauvaise foi dans ces récriminations, mais il y a aussi un noyau de vérité indéniable. Le monde musulman a été considéré ces dernières années par l'ensemble des puissances occidentales, Russie comprise, plutôt comme le problème que la solution et inspiré davantage de crainte que de sympathie. Et tout d'un coup, Obama - «Yes, we can» - a eu les mots qu'il fallait pour montrer que la politique américaine à leur endroit n'était ni

cynique, ni machiavélique, ni manipulatrice. Et il l'a fait à un moment où se jouait en Iran l'élection présidentielle la plus importante de toute la région, peut-être de toute l'histoire de la République islamique. Comme je l'ai toujours pensé, après la Turquie, c'est l'Iran qui entrera nécessairement dans la voie de la démocratie. Et Obama, avec le discours du Caire et en ne mettant pas de préalable à la négociation avec Téhéran, a tout fait pour que les modérés et les progressistes rassemblés derrière Moussavi maldresses ou la mauvaise foi israéliennes qui sourdent de temps à autre - vient pour l'essentiel non pas du peuple palestinien lui-même mais de son environnement géopolitique moyen-oriental. Dans une vague islamiste très violente qui a débouché sur le 11-Septembre, Yasser Arafat, qui la pressentait, n'a pas cru devoir franchir le pas de la négociation définitive avec Israël au moment où celle-ci était très largement ouverte en l'an 2000. Ensuite, les choses ont eu leur propre logique. Je suis donc d'accord avec Hubert Védrine : il faut résoudre ce problème, pas à la fin du mandat d'Obama mais au début, à la différence de ce qu'a fait Clinton. Mais il faut savoir que la résolution de la question israélo-palestinienne est intimement liée, par toutes sortes de fibres invisibles à l'oeil nu, au reste de la région. Cette équation ne se réduit pas uniquement à un face-à-face israélo-palestinien.

H.Védrine. - Je reviendrai sur la question israélo-palestinienne et les événements des dernières années, y compris l'année 2000, dont j'ai une lecture tout à fait différente de celle d'Alexandre Adler. En revanche, je le rejoins sur le discours du Caire. C'est un discours très important. Nous savions qu'Obama, depuis son élection, avait l'intention (il l'avait même dit avant) d'adresser un discours au monde musulman. Certains membres de son équipe le lui avaient emporté sur Ahmadinejad. Ainsi Ahmadinejad a dû recourir à la fraude la plus grossière, une sorte de coup d'Etat qui ne restera pas impuni. En tout cas, on ne pourra pas reprocher à Obama d'avoir saboté cette insurrection de la liberté qui enflamme à présent le peuple iranien. Je voudrais aussi répondre à Hubert Védrine sur le fait de savoir si la question palestinienne est secondaire ou non. Bien entendu, elle n'est pas secondaire. Notamment pour les Israéliens et les Palestiniens. Mais mon sentiment est que souvent on traite de cette question comme si rien ne s'était jamais passé depuis 1967 environ; comme si l'Autorité palestinienne n'avait pas été créée par les accords d'Oslo de 1982, c'est quand même devenu au fil des ans un quasi-Etat qui lève l'impôt et mène une politique étrangère propre; comme si Yasser Arafat n'était pas revenu sur sa terre; comme si des négociations approfondies n'avaient pas eu lieu à plusieurs reprises, la dernière avec Olmert et Livni; comme si des moments de précieuse normalité n'avaient pas été créés. Or c'est ce capital politique sur lequel on peut s'appuyer. Mais je ne peux pas m'empêcher de penser que la complexité de la situation - même si on voit bien les déconseillé en lui disant : il ne faut pas enfermer le monde musulman dans une définition culturaliste. Il a balayé à juste titre cet argument, car il est clair que si l'avertissement de Samuel Huntington sur le risque de clash entre les civilisations a un sens, c'est bien entre l'Islam et l'Occident. Mais cette mise en garde a fait tellement peur à tellement de gens qu'ils l'ont niée, par une sorte de politique de l'autruche. Il faut comprendre le discours d'Obama comme un élément fort dans un processus d'ensemble. C'est un accompagnement symphonique de la politique qu'il va mener au Proche-Orient, en Irak, en Iran, en Afghanistan-Pakistan, et dans l'ensemble du monde arabo-musulman. Autre point déterminant : il en attend un impact sur les opinions publiques de la région. Car c'est un leader qui attache plus d'importance, on le voit, aux opinions qu'au copinage avec les dirigeants. Il sait parler aux opinions. Il l'a fait magnifiquement avec l'opinion américaine, l'opinion turque, l'opinion arabo-musulmane, sans doute en pensant déjà à l'opinion



américaine, l'opinion turque, l'opinion arabo-musulmane, sans doute en pensant déjà à l'opinion iranienne; comme certainement un jour il saura parler à l'opinion israélienne, dont une majorité accepte l'idée d'un Etat palestinien depuis maintenant des années. ?

N. O./F.-C. - La fermeté de la Maison-Blanche à l'égard du gouvernement israélien sur les implantations illégales comme sur la création d'un Etat palestinien est un fait inédit dans l'histoire des relations israélo-américaines. Israël fera-t-il les frais de la nouvelle donne américaine au Moyen-Orient ?

H.Védrine. - Il y a depuis 1967 une opposition en Israël entre ceux qui considèrent qu'il ne faudra jamais lâcher les territoires occupés pour des raisons économiques, religieuses ou de sécurité, et ceux qui considèrent que le peuple juif ne s'est pas doté d'un Etat pour pratiquer cette cruelle politique d'occupation, qui ne correspond plus à une stratégie de sécurité, et qu'il faudra bien un jour accepter la solution qui passe par la création d'un Etat palestinien. Conclusion à laquelle Rabin était arrivé, et vers laquelle se dirigeait Sharon. Ça fait maintenant longtemps que l'opinion israélienne est prête à accepter cette solution mais, sauf quand surgit un Itzhak Rabin, le système politico-électoral l'entrave du fait des effets dévastateurs de son système électoral à la proportionnelle intégrale, qui permet à n'importe quel groupe extrémiste de tout bloquer ou de pratiquer du chantage à tout propos. Olmert a dit, à la fin de son mandat, avec une franchise que je salue : ça fait quarante ans que nous employons sans cesse tous les prétextes pour ne jamais faire aucune concession aux Palestiniens. Ce n'est plus possible, ça ne peut plus durer. Il faut accepter des concessions sur le plan territorial, y compris Jérusalem. Et même Ehoud Barak, ministre de la Défense actuel, a dit lui aussi dans un moment de franchise : on a eu bien tort de jouer le Hamas contre l'OLP Dont acte. Les Israéliens se sont enferrés eux-mêmes dans un piège. Ils savent très bien que la situation est détestable pour eux-mêmes sur le plan sécuritaire, et abominable pour les Palestiniens. Ils ne peuvent pas s'en sortir seuls. La seule puissance au monde qui puisse les y aider, avec un mélange de fermeté, d'amitié et d'engagement de sécurité, ce sont les Etats-Unis. Je regrette de dire cela en tant qu'ancien ministre français des Affaires étrangères, mais c'est l'évidence même. J'ai trouvé tragique que la droite israélienne - et au-delà - réussisse à terroriser si longtemps les Européens, qui du coup ont renoncé à toute pression utile et toute initiative. Et j'ai trouvé néfaste l'alignement de la politique étrangère américaine sous Bush sur cette droite israélienne, qui n'avait d'autre perspective que de perpétuer le statu quo. Je trouve par contraste extraordinairement courageuse et intelligente la politique d'Obama, qui se saisit d'emblée du sujet sans attendre son deuxième mandat pour essayer de résoudre ce problème si dangereux. Il me semble aussi qu'il y a un début d'évolution, au sein de la communauté juive américaine, peut-être également de la communauté juive française et dans l'intelligentsia juive mondiale, par rapport au conflit. Qu'il y a un consensus pour dire : oui, maintenant il faut bouger. A condition bien sûr que la sécurité d'Israël soit clairement garantie et «surgarantie». Si un président américain arrive à parrainer une solution juste entre Israéliens et Palestiniens, il jouira d'un prestige immense, son pays avec lui, dans le monde arabo-musulman, et l'Europe en profitera. Cela sera le coup le plus terrible porté aux extrémistes. Mais il va se heurter à des obstacles énormes. Parce qu'au fond beaucoup de forces étaient très à l'aise avec la politique de Bush : il n'y avait pas que la droite israélienne, il y avait aussi le régime iranien, le Hamas, le Hezbollah, les extrémistes de toutes sortes qui prospéraient face à cet Occident manichéen, commode repoussoir pour leur propagande. Ils sont maintenant déstabilisés par la politique d'Obama,

d'où des réactions à prévoir. On voit déjà les problèmes en Israël, en Iran, mais Obama sera patient et tenace.

N. O./F.-C. - Pourtant les dernières élections israéliennes donnent plutôt le sentiment inverse.

A. Adler. - Les dernières élections israéliennes sont complexes. Parce que le parti parvenu en tête, Kadima, a pris nettement position, avec Olmert et Tzipi Livni, pour la création de cet Etat palestinien par la négociation. Et devant l'effondrement de la vieille idéologie socialiste, c'est en fait Kadima, aujourd'hui un parti de centre-gauche qui regroupe, avec le Parti travailliste, avec l'extrême-gauche israélienne et les Arabes d'Israël (qui sont 20% de la population), une majorité potentielle. Mais cette majorité n'est pas une majorité politique. On ne peut pas en additionner simplement les composantes. Mais il n'en reste pas moins qu'un homme aujourd'hui a la responsabilité de changer, de bouger : c'est Benjamin Netanyahu. C'est un homme d'une forte complexité, parce qu'il symbolise l'évolution de l'opinion israélienne tout entière. La gauche israélienne, depuis longtemps, avec Rabin, était tombée d'accord pour créer cet Etat palestinien. Je dirais même qu'elle l'était bien avant, puisque Ben Gourion pensait, juste avant sa mort, qu'il fallait rendre ces territoires acquis par les guerres. Mais ce qui est intéressant, c'est de voir comment Tzipi Livni et Ehoud Olmert, qui proviennent du coeur du nationalisme intransigent, du Herout de Begin, ont fait à leur tour ce chemin. Sharon, qui venait de la gauche mais qui ensuite a incarné l'esprit militaire israélien très nationaliste, avait suivi la même voie. Si Netanyahu ne l'a pas encore fait entièrement, son dernier discours où il reconnaît la nécessité de l'Etat palestinien tourne déjà la page des controverses. Pourquoi cette maturation de Netanyahu ? D'abord parce qu'il est de culture américaine.

Il a été diplômé de Harvard, il a vécu adolescent aux Etats-Unis. Et pour lui, émotionnellement, le fait d'engager un bras de fer avec les Américains ne lui convient absolument pas. L'ancien Premier ministre Itzhak Shamir était un vieil agent soviétique qui était revenu à ses amours pour Moscou à la fin de sa vie. Lui, les Américains, ça ne l'impressionnait pas. Netanyahu, oui. Mais il a dû pour cela rompre avec le credo de son père et de sa mère, de grands militants du nationalisme hébreu. Déjà, lorsqu'il a abandonné Hébron à l'Autorité palestinienne, sa propre mère l'accusait de renier son frère aîné, qui était à la tête de l'opération d'Entebbe et qui y a trouvé la mort pour Israël. Pour Netanyahu, c'est beaucoup plus encore qu'une rupture politique, c'est une rupture émotionnelle. A présent qu'il vient de l'accomplir, un cercle vertueux est en marche, au moins chez les Israéliens. Beaucoup de gens l'estiment en Israël pour son passage au ministère des Finances. Il apparaît comme un homme rationnel, ouvert. Je lui ai parlé une fois dans ma vie. Il était passionné par Singapour. Il avait étudié avec soin le cas de ce mini-Etat, qui avait tiré son épingle du jeu entre ses deux grands voisins l'Indonésie et la Malaisie. C'est pour cela qu'il parle toujours d'une «solution économique» pour la question palestinienne, mais celle-ci, pour nécessaire qu'elle soit, n'est pas réaliste sans un Etat palestinien. A présent que le Rubicon vient d'être franchi, Israël retrouve du jeu dans la région. Ce qui se passe aussi - Hubert Védrine l'a très finement remarqué -, c'est une OPA amicale de la diaspora. Les finances israéliennes sont déjà entre les mains de Stanley Fischer, l'ancien directeur adjoint du FMI, qui apprend à ses heures l'hébreu. J'ai l'impression qu'il y a un second Premier ministre d'Israël aujourd'hui qui, aux côtés d'Obama, commence à dire les choses : c'est Rahm Emanuel. Le fait que le secrétaire général de la Maison-Blanche ait la double nationalité israélienne et américaine, qu'il ait servi dans l'armée israélienne le rend insoupçonnable aux yeux de l'opinion de ce pays lorsqu'il



il exige, en tapant du poing sur la table, parfois plus énergiquement qu'Obama lui-même, la création de l'Etat palestinien. Je ne suis pas si pessimiste que ça, parce que de beaucoup d'endroits du Proche-Orient nous parviennent des signaux positifs : du Liban, dont l'élection a permis d'endiguer l'influence du Hezbollah; de l'Irak, où la pacification manifestement avance; et de l'Iran, où on a vu l'ampleur du mouvement réformateur derrière Moussavi et le sursaut de la société civile.

N. O./F.-C. - Obama est très ferme sur l'exigence d'arrêt complet de la colonisation des territoires occupés. Peut-il être entendu ?

A. Adler. - La croissance naturelle d'implantations n'a aucun

sens. Comment ignorer que la création d'un Etat palestinien implique l'évacuation d'un bon tiers des habitants des colonies. Reste à créer le climat politique favorable, ce qui dépend aussi de la partie arabe.

H. Védrine. - J'ai tendance à penser que le jour où les Israéliens se seront collectivement convaincus que la solution est là, avec des garanties de sécurité américaines renforcées, ils iront au bout du processus; y compris avec les colons, même si une minorité d'entre eux est prête à tout pour ne pas évacuer, même si une petite partie d'entre eux crée une sorte d'OAS... Mais finalement, s'il fallait faire un pari, je pense que les Israéliens arriveront bon gré mal gré, à la fin des fins, à maîtriser tout ça.

La droite bulgare parvient au pouvoir

Les élections législatives bulgares du 5 juillet dernier ont offert une large victoire au parti de centre-droit, GERB avec 39,7% des voix. Le Parti socialiste a perdu 300 000 voix.

Le parti de centre-droit GERB est dirigé par le maire de Sofia, Boïko Borissov, a été fondé en 2006. Il disposera de 116 sièges sur 240. Le parlement sera convoqué le 14 juillet.

Le parti socialiste du Premier ministre sortant Sergueï Stanichev n'aura que 40 sièges, alors qu'il avait remporté les législatives en 2005 avec 33,98% des suffrages. Son partenaire libéral au gouvernement, le MDL (minorité turque), a obtenu 14,47% des voix (38 sièges), soit un peu mieux que le score d'il y a quatre ans (14,07%)

Le parlement accueille trois autres formations. Dont les nationalistes d'Ataka, qui auront 21 députés avec 9,37% (8,93% en 2005). La Coalition bleue, partenaire du GERB au sein du parti populaire européen, gagne 15 sièges avec 6,73% (15,53% en 2005). Enfin, le nouveau parti populiste Ordre, légalité, justice (RZS) obtient 10 sièges, avec 4,13%.

Toutes ces formations sont disposées à soutenir un gouvernement du GERB.

De son côté, le parti de l'ex-roi Siméon II, au pouvoir de 2001 à 2005, ne franchit pas la barre des 4% lui permettant d'entrer au parlement. En 2005, il s'était pourtant hissé en deuxième position en réunissant 21,83% des voix.

Pour la première fois depuis les années 1990, des missions de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe étaient sur le terrain.

La distribution de pots-de-vin, de nourriture et d'objets aux électeurs, surtout tziganes, est une pratique courante depuis la transition post-communiste.

Plusieurs personnes qui ont tenté cette année d'acheter des voix ont été sanctionnées par des peines de prison avec sursis et des amendes.

La nouveauté politique réside dans le fait que GERB possédera, avec la Coalition bleue suffisamment de députés pour former un gouvernement stable, car le pays était jusqu'à présent dirigée par une coalition tripartite qui réunissait les socialistes, le parti de la minorité turque (MDL) et la formation de l'ex-roi Siméon II (NDSV).

Borissov, qui se présente souvent comme un homme providentiel, a promis de s'attaquer à la corruption qui gangrène le pays et qui a provoqué le gel par Bruxelles de plusieurs millions d'euros d'aides européennes. Selon de nombreuses ONG, le processus électoral a été une fois de plus entaché de fraudes, notamment l'achat de voix. Des votes ont été ainsi monnayés contre de l'argent, de la nourriture ou toutes sortes de services par certaines formations politiques. Des électeurs ont été déplacés en car, y compris de Turquie, afin de voter dans des régions autres que celle de leur résidence habituelle.

Nouvelles internationales reparâtra à la fin du mois d'août

Bonnes vacances à tous !